

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/126

G/SCM/W/135

23 octobre 1995

(95-3224)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT BRESILIEN AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS¹

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 octobre 1995.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les questions du Chili concernant la législation brésilienne relative aux mesures antidumping et aux droits compensateurs qui sera examinée à la deuxième réunion extraordinaire du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires, du 23 au 27 octobre 1995.

Questions

- a) Lorsque dans les enquêtes entreprises en vertu de l'article 2.2.2 du Code antidumping le critère du prix construit est appliqué, quelle est la méthode employée pour déterminer la marge bénéficiaire de l'exportateur?
- b) Quels sont les critères appliqués pour interpréter la notion de "situation particulière du marché" (article 2.2 du Code antidumping) et rejeter le prix intérieur sur le marché du pays exportateur en tant que valeur normale du produit?
- c) Quelles sont les procédures employées en cas d'enquête accélérée conformément à l'article 9.4 du Code antidumping? Comment la transparence adéquate et la notification aux parties sont-elles assurées?
- d) Comment les parties intéressées par une enquête sont-elles définies et quels sont les critères appliqués pour les considérer comme telles en vertu de l'article 6.1 du Code antidumping? Les consommateurs sont-ils considérés comme parties intéressées?

./.

¹G/ADP/N/1/BRA/1-G/SCM/N/1/BRA/1.

- e) A propos de l'article 5.3 du Code antidumping, toutes les informations fournies par l'auteur de la plainte sont-elles vérifiées avant ouverture de l'enquête? Selon quels critères les autorités déterminent-elles si les éléments de preuve fournis sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête? Existe-t-il un délai déterminé entre la présentation de la plainte et l'ouverture en bonne et due forme de l'enquête? Quelle est la méthodologie employée pour mesurer le caractère représentatif, dans la branche de production nationale, de la partie auteur de la plainte?
- f) Est-il envisagé, dans la législation antidumping et dans les enquêtes, que l'autorité d'enquête procède à l'évaluation cumulative des importations en provenance des origines faisant l'objet de l'enquête?
- g) Quelle est la méthode envisagée dans la législation nationale pour calculer le montant de la subvention faisant l'objet de l'enquête au titre de l'article 14 de l'Accord sur les mesures compensatoires?
- h) Comment les obligations visées à l'article 8.2 de l'Accord sur les mesures compensatoires sont-elles exécutées?
- i) La législation nationale envisage-t-elle la notion de marge de dommage? Dans l'affirmative, cette notion est-elle utilisée, en lieu et place de la notion de marge de dumping, pour la détermination du droit antidumping?